

Synthèse de la Circulaire du Collège des procureurs généraux relative à la loi Una Via

Tableau récapitulatif

Découverte des infractions par	SPF Finances	Police
Fraude fiscale simple et/ou pour lesquelles les moyens légaux de l'administration fiscale sont suffisants (p. 31-32)	<ul style="list-style-type: none"> - Sanctions administratives appliquées par l'administration fiscale (amendes et accroissements) - Le MP n'est pas informé 	<ul style="list-style-type: none"> - La police transmet un PV (notice 78) au MP - Le MP dénonce les faits au service de coordination anti-fraude du SPF Finances (CAF) - Le MP classe sans suite « traitement administratif » - Sanctions administratives appliquées par l'administration fiscale (amendes et accroissements)
Fraude fiscale complexe (= fraude fiscale grave et /ou organisée et/ou nécessitant le recours aux moyens d'investigation et de recherche prévus par le CIC) (p. 32-34)	<p>CHOIX du directeur régional de l'administration fiscale locale compétente :</p> <p>SOIT : Dénoncer les faits au MP</p> <p>SOIT : Organiser une concertation avec le MP</p>	<p>La police transmet un PV (notice 78) au MP</p> <p>CHOIX du MP :</p> <p>SOIT : Poursuivre les faits pénalement et les dénoncer au service de coordination anti-fraude du SPF Finances (CAF), uniquement en vue d'un redressement fiscal (en mentionnant la mise à l'information ou l'ouverture d'une instruction)</p> <p>SOIT : Organiser une concertation avec l'administration fiscale locale compétente</p>
Organisation de la concertation (p. 32-34)	<p>Le MP demande les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une note écrite circonstanciée quant à l'identification précise des PP et PM et quant aux infractions découvertes - Demander si les faits constituent une violation du CIR 92 et/ou du Code TVA <p>-> Dans l'affirmative, demander une copie de l'acte écrit, émanant du directeur régional, postulant qu'un fonctionnaire le représentera lors de la concertation, le cas échéant</p>	<p>Un fonctionnaire du SPF Finances détaché auprès du ressort de la cour d'appel établit une note écrite circonstanciée quant à l'identification précise des PP et PM et quant aux infractions découvertes</p>
Modalités de la concertation (p. 17-21)	<ul style="list-style-type: none"> - Concertation opérationnelle entre le MP et l'administration fiscale compétente, organisée au niveau de l'arrondissement judiciaire et dirigée par un magistrat spécialisé en matière fiscale - Base légale : art. 2 de la loi Una Via qui insère un nouvel alinéa 3 à l'art. 29 CIC - Participation facultative de : <ul style="list-style-type: none"> • La police (il est souhaitable de connaître les capacités policières disponibles) • Les collaborateurs de la police et/ou de l'administration fiscale maîtrisant le dossier - La concertation doit s'inscrire dans le respect des compétences respectives des administrations fiscales et du MP et des principes de l'Etat de droit (principes de subsidiarité et non bis in idem) - La décision sur la voie (administrative ou pénale) à suivre doit être prise le jour de la concertation ou, à tout le moins, dans les 2 jours ouvrables suivant celle-ci - La concertation n'empêche pas le MP de demander l'avis du directeur régional qui répond dans les 4 mois de la réception de la demande (art. 7 de la loi Una Via) -> PAS de suspension de l'action publique - Le MP peut poursuivre les faits pénalement punissables dont il aurait pris connaissance au cours de la concertation 	

L'origine de la loi Una Via (p. 8)

Depuis l'arrêt Zolotoukhine de la Cour européenne des droits de l'homme du 10 février 2009, il a été décidé que des mêmes faits ne peuvent être poursuivis qu'une seule fois et ne donner lieu qu'à une sanction pénale dans le chef d'une même personne par application de l'article 6 de la CEDH. Par cet arrêt, la Grande Chambre de la Cour européenne des droits de l'homme a fixé les critères du principe «non bis in idem » en matière pénale.

Compte tenu de cette jurisprudence, le législateur belge a modifié les dispositions permettant cette double sanction (pénale et administrative) de la fraude fiscale.

Les dispositions légales prévoyant des sanctions pénales fiscales (p. 9)

Les articles suivants prévoient que dans les dossiers fiscaux à caractère pénal, des peines correctionnelles peuvent être infligées «sans préjudice» des sanctions administratives ou des amendes fiscales.

Articles 449, 450 du Code des impôts sur les revenus 1992

Articles 73, 73 bis du Code sur la TVA

Articles 206, 206bis du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe

Articles 133, 133 bis du Code des droits de succession

Articles 207, 207bis du Code des droits et taxes divers

Le choix de la voie judiciaire

- Critères déterminants (p. 16)

Il convient d'apprécier s'il existe une réelle plus-value à recourir à la voie judiciaire en tenant compte des éléments suivants :

- les moyens à mettre en œuvre pour mettre à jour la fraude fiscale
- le montant et l'importance de la fraude
- les mécanismes mis en œuvre
- la capacité policière disponible
- les délais nécessaires pour faire aboutir les poursuites à une décision définitive ou pour mettre un terme à la fraude constatée

- Informer le service de coordination anti-fraude du SPF Finances (CAF) (p. 34-36)

Dans l'hypothèse où ce sont des infractions au CIR 92 et/ou au Code TVA, les éléments d'identification suivants doivent être communiqués : n° de notice, nom, prénom, n° national ou n° BCE, infractions et, le cas échéant, le nom du directeur régional qui a dénoncé les faits.

- Lorsque l'affaire est mise à l'information, il convient d'interroger l'administration fiscale sur l'existence de sanctions administratives avant de prescrire des devoirs dans le cadre de l'information
- En cas de mise à l'instruction ou lorsque le tribunal correctionnel est saisi, le CAF doit être averti immédiatement
- En cas d'ordonnance de non-lieu, le CAF doit être informé après l'expiration du délai d'appel. En cas d'appel, il convient d'informer le CAF de la teneur de l'arrêt de la CMA

- Conséquences de la mise à l'instruction pour les infractions au CIR 92 et au Code TVA (p. 21-22)

- Suspension du cours de la prescription de l'action en recouvrement.
- Suspension de l'exigibilité pour les accroissements d'impôt et pour les amendes fiscales.
 - ➔ 1ère hypothèse : le tribunal correctionnel est saisi : la non exigibilité devient définitive
 - ➔ 2ème hypothèse : une ordonnance de non-lieu est prononcée : la suspension de l'exigibilité prend fin. Cependant, il y a lieu de considérer que c'est l'arrêt de non-lieu de la CMA de la cour d'appel qui met fin à la suspension de l'exigibilité et à la suspension de la prescription

Exceptions : En cas d'infraction aux codes des droits de succession, des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, des droits et taxes divers.

- Mise à l'information : Aucun effet sur l'exigibilité des amendes et sur le cours de la prescription.